



[À la fin du mois dernier, 900 des 2 700 employés de l'Organisation des brevets de Rijswijk ont manifesté contre leur direction à La Haye.](#) © Freek van den Bergh

## Les États membres se retournent contre le président 'tyrannique' de l'Office européen des brevets

Il semble que les jours du président controversé de l'Organisation européenne des brevets, Benoît Battistelli, soient comptés. Cela fait déjà un certain temps que les employés se plaignent que Battistelli se comporte comme un tyran et un roi soleil. Mais aujourd'hui, les États membres se retournent également pour la première fois contre le Français.

Écrit par : Anneke Stoffelen, le 25 février 2016, à 06:00

L'Organisation européenne des brevets (OEB) délivre des brevets pour toutes les inventions imaginables, des bouteilles isothermes jusqu'aux puces informatiques. Un de ses cinq bureaux est établi à Rijswijk, et emploie 2 700 personnes. Les 38 pays participants agissent à la fois comme clients et comme superviseurs de l'OEB.

Jusqu'il y a peu, ces derniers soutenaient encore le régime du président Battistelli, entré en fonctions en 2010. Ce président est extrêmement controversé par le personnel, car il a détérioré à lui seul de très nombreuses conditions de travail, et a engagé de sérieuses représailles à l'encontre des représentants syndicaux qui se sont montrés critiques à son égard. Depuis lors, deux responsables syndicaux du siège social de Munich ont été licenciés. À Rijswijk, deux autres syndicalistes sont en arrêt maladie après avoir été soumis, selon eux, à un examen d'intégrité intimidant. Le mois dernier, des collègues ont constitué un 'fonds de survie' pour pouvoir offrir un revenu à l'un d'entre eux, maintenant que la direction a suspendu son salaire.



© EPA

Selon les dirigeants de l'OEB, c'est un pur hasard que tous les employés sanctionnés fassent partie d'un syndicat. Jusque là, les États membres avaient laissé Battistelli faire ce qu'il voulait. Mais aujourd'hui, la coupe est pleine. C'est ce que nous avons pu constater dans une lettre rédigée par Jesper Kongstad, le président danois de l'Administrative Council, une sorte de conseil de surveillance au sein duquel les 38 pays qui composent l'OEB sont représentés.

Dans cette dernière, Kongstad demande à Battistelli de faire examiner par une commission externe indépendante toutes les mesures disciplinaires qu'il a prises à l'encontre des membres du syndicat. Les licenciements et autres sanctions doivent être suspendus jusqu'à ce que les résultats de cet examen soient annoncés.

« Malheureusement, nous n'avons pas encore pu mener de dialogue significatif avec le président », écrit Kongstad dans sa lettre. Battistelli a immédiatement rejeté la proposition d'examen, remettant en question le fondement juridique de cette dernière. « Il n'existe aucun motif juridique pour empêcher le Council de faire une requête au président de l'OEB », écrit toutefois Kongstad. « Il appartient donc au président de répondre positivement à cette requête. »

Le revirement de Kongstad est surprenant, car ce dernier était considéré comme l'un des « amis » de Battistelli. Selon le syndicat USOEB, leur connexion personnelle serait une des raisons pour lesquelles les conflits se sont envenimés pendant aussi longtemps au sein de l'organisation.

## Une organisation saine

### À lire aussi

Cinq suicides en trois ans, des collègues qui s'effondrent : les employés de l'Organisation européenne des brevets en ont assez de cette gestion tyrannique - « Ils n'ont aucune compassion » - et descendent dans la rue. [Retrouvez le reportage ici.](#) (+)

Lors de la prochaine réunion de l'Administrative Council organisée le 16 mars, les représentants des 38 pays participants voteront officiellement au sujet de la proposition de Kongstad. Battistelli fait actuellement pression sur les États membres afin de les amener à rejeter cet examen indépendant. Dans une lettre, Battistelli a déclaré son organisation « plus saine que jamais ».

Il est très peu probable que les pays chargés de la surveillance votent contre la proposition de leur propre président, Jesper Kongstad. Ainsi, Battistelli n'a plus que deux options : présenter sa démission, ou accepter de faire examiner ses mesures controversées par une commission indépendante. « La question n'est pas tellement de savoir si Battistelli s'en ira, mais plutôt combien de millions il emportera avec lui », conclut Liesbeth Zegveld, l'avocate du syndicat USOEB.

L'année passée, cette dernière était parvenue à obtenir gain de cause auprès de la Cour de La Haye, qui avait déclaré que l'OEB viole les droits de l'homme en empêchant le syndicat de faire son travail. Un jugement très spécial, étant donné que l'OEB bénéficie d'une immunité juridique grâce à son statut d'organisation internationale. Mais dans le cas présent, la Cour a toutefois estimé que les droits de l'homme avaient plus de poids que cette immunité juridique. De son côté, l'OEB a décidé de ne pas tenir compte de cette décision, et a obtenu à cet égard le soutien du gouvernement néerlandais. À l'heure actuelle, cette affaire est portée devant la Cour Suprême des Pays-Bas.